Journée Jean Zay 2022

L’École de la République, lieu d’émancipation, est à réinstituer

Comme chaque année, dans le sillage de Jean Zay, le Grand Orient de France revient sur les questions du devenir de l’École républicaine et du sort que notre société réserve à la jeunesse. Or, en 2021, cette jeunesse a exprimé son mécontentement dans un sondage commenté par Frédéric Dabi et Stewart Chau dans leur livre *La Fracture*, Les Arènes : parmi les handicaps de la France d’aujourd’hui, les 18-30 ans classent en second lieu l’affaiblissement de l’école et du système éducatif (36,80 %), juste après la question du chômage (44 %), (*op. cit.*, p. 66).

Après ce chiffre accablant, une anecdote bien révélatrice entendue récemment : un groupe de parents qui se plaignaient à un Inspecteur que le professeur de leurs enfants faisait des fautes d’orthographe, se virent répondre : « Oui, mais il a un projet pédagogique intéressant » (*sic*). Là encore, constat bien affligeant. L’École républicaine n’instruirait-elle plus ? Serait-elle empêchée de le faire ? Pourquoi ? Autant de questions à se poser face au projet dit de l’« École du futur », qui entend s’appuyer sur une « expérimentation » en cours dans quelques établissements publics de Marseille. C’est là qu’intervient Jean Zay, grand ministre du Front Populaire en charge de l’Éducation nationale et des Beaux-Arts entre 1936 et 1939. Pour justifier le titre de notre intervention, citons-le quand, en 1935, au congrès du Parti radical, il déclare : « Abattue la République ? Mettez-la donc debout, vous verrez comme elle est grande ! ». Jean Zay est ici au plus près du latin *instruere* qui veut dire *dresser, redresser, établir* et aussi *instruire*.

Il s’agit pour nous aujourd’hui d’appliquer le programme de Jean Zay à la ré‑institution de l’École de la République. Par cette démarche, nous dépassons cette désolante « garniture de cheminée » où, à ceux qui disent « tout est fichu », répondent ceux qui veulent revenir à un âge d’or mythique. Une voie étroite s’ouvre : celle de la *réinstitution* – et non celle d’une confuse refondation qui ne change jamais rien et empile les réformes toxiques, sans retour critique.

C’est pourquoi, en un premier temps, nous souhaitons rendre hommage à Jean Zay, en insistant sur sa conception émancipatrice de l’École républicaine, en portant une attention particulière à la *méthode* qu’il suit car elle nous éclaire sur notre tâche future.

En un second temps, montrons pourquoi Jean Zay s’appuie sur la tradition des Lumières, de la Révolution de 1789 et des générations de républicains qui ont suivi pour nous aider à mieux définir ce qu’est l’action émancipatrice de l’École dans une République laïque soucieuse de justice sociale et de fraternité universelle[[1]](#footnote-1).

Opérons ensuite un détour, d’ordre généalogique, pour comprendre pourquoi, depuis près de cinquante ans, les institution scolaires et universitaires tendent de plus en plus à devenir des lieux de simple *socialisation*, d’*adaptation –* voire d’*inclusion*.

L’*inclusion* est le regrettable prolongement pédagogique du très confus et médiatique *vivre-ensemble* (jamais vraiment défini).

Enfin, en conclusion, pour ouvrir le débat et mettre en place le processus mobilisateur de ré‑institution, posons dix questions comme autant de chantiers qui nous attendent.

*Court hommage à Jean Zay*

De 1936 à 1939, Jean Zay est ministre en charge de l’Éducation nationale et des Beaux-Arts. Son coup de génie est de parvenir, dans le même geste philosophique suscité par son humanisme, à concilier l’œuvre de Jules Ferry et celle de Jean Macé. Depuis, cette synthèse s’est perdue : nous ne parvenons plus à penser ensemble *instruction publique* et *éducation populaire*. Or, elles s’équilibrent et se présupposent l’une l’autre. Aujourd’hui, elles se dégradent toutes les deux à la fois. Pour réussir cet équilibre, Jean Zay se réfère explicitement à Montaigne et à Descartes[[2]](#footnote-2). L’École républicaine, selon lui, doit instruire pour émanciper et nous rendre *sages* autant que *savants* et *bons républicains*.

Durant son mandat, Jean Zay aura le souci de l’instruction et de la culture au service de tous – et ce, en tirant les choses vers le haut, dans un désir de justice sociale, sans jamais sacrifier l’excellence. Son élitisme est républicain : tous les enfants de France ont droit au meilleur et les concours classent les meilleurs sans léser personne. Tout repose sur la puissance émancipatrice des savoirs (Descartes) dans le cadre d’une démarche valorisant les sciences, les arts et les techniques[[3]](#footnote-3). La liste de ses réformes et propositions est infinie.

Mais ce qui doit aujourd’hui retenir notre attention c’est la *méthodologie de ré‑institution* qu’il met en place : on redresse, on tire vers le haut, et on s’en donne les moyens ; ainsi le passage de 13 à 14 ans de la scolarité obligatoire s’accompagne-t-il de la création immédiate de 2 000 postes d’enseignants. Grâce à Jean Zay, on devient désormais instituteur au niveau du Baccalauréat ; ainsi, on unifie le second degré, et on obtient l’unité par l’égalité dans l’excellence.

Cette logique de ré‑institution me semble à reprendre pour sortir enfin de l’actuelle crise structurelle de l’École publique, confortée par l’effondrement du niveau en orthographe et en mathématiques ; pour ne pas évoquer la baisse du nombre de candidats aux concours de recrutement.

En fait, la vraie « École du futur » c’est celle de Jean Zay ; et les projets actuels appartiennent au passé car ils renouent avec les formes modernes du *préceptorat privé*, pour les riches, et de la *garderie* pour les pauvres.

Parce que l’École républicaine réinstituée est un lieu d’émancipation, elle doit absolument être à l’abri des conflits politiques ou de tout prosélytisme religieux : l’entrisme actuel des associations anti-laïques dans les établissements scolaires est inadmissible. Jean Zay le dit dans sa circulaire du 31 décembre 1936. Je le cite : « L’enseignement public est laïque ; aucune forme de prosélytisme ne saurait être admise dans les établissements[[4]](#footnote-4) ».

Or, les discours actuels sur les « projets pédagogiques locaux », les recrutements sur profil, le recrutement massif de contractuels, l’entrisme des associations parent ales parfois ouvertement confessionnelles et communautaristes, mettent en péril le principe républicain de laïcité et dégradent l’École publique. L’enseignement privé confessionnel semble servir de modèle à l’École publique ; on marche sur la tête ! Or, si l’École républicaine est laïque, c’est qu’elle initie aux savoirs élémentaires et à la culture humaniste universelle diffusés par des professeurs qualifiés. La maîtrise de ces savoirs est vérifiée par des Inspecteurs indépendants de toute pression gouvernementale et veillant à la qualité des recrutements par des Concours nationaux sur Programmes nationaux.

Autre constante chez Jean Zay : élever tendanciellement le niveau académique et disciplinaire des professeurs en enrichissant leur culture générale, ce que prônaient déjà Ferdinand Buisson et Charles Péguy. Des maîtres *compétents* sont aussi *cultivés* (voir les *Instructions officielles* du 20 septembre 1938), et ils aiment lire. Toujours soucieux de l’excellence, il écrit le 5 mars 1937, présentant son *Projet de réforme de l’enseignement* : « La justice sociale n’exige-t-elle point que, quel que soit le point de départ, chacun puisse aller dans la direction choisie aussi loin et aussi haut que ses aptitudes le lui permettront ? ». On le voit, Jean Zay mobilise à nouveau son image de 1935 : relever la République et donc, aussi, son École.

Terminons cet hommage par l’évocation d’un texte important que l’on pourrait diffuser. Nous sommes le 2 juin 1943 : Jean Zay, prisonnier des nazis depuis des mois et des mois, se souvient de son action en tant que ministre. Il y réaffirme les principes humanistes de liberté, d’égalité, de fraternité, de rationalité et de laïcité qui inspirèrent son action et il précise, nous donnant une « feuille de route » : « Les maîtres apprennent à leurs élèves à se former eux-mêmes leurs idées », mais il déplore : « N’aurions-nous pas dû cependant mesurer davantage les nécessités de la légitime défense ? » dans un souci de « jacobinisme plus militant[[5]](#footnote-5) ». Nous voilà avertis !

Cet appel vaut pour nous aujourd’hui, pour lutter contre la dégradation de l’École publique depuis les années 1970. Jean Zay semble nous dire : « Ne pactisez jamais avec l’ignorance ; instruisez la jeunesse qui ne demande que cela et qui n’aime pas être flattée ». Faut-il citer Alain : « Bercer n’est pas instruire ». Mais ce qui semblait « trop tard » pour Jean Zay ne vaut-il pas pour nous, comme en écho de l’institution de l’École par les Lumières, la Révolution de 1789, et la tradition républicaine ?

*Quelques leçons des Lumières et de la tradition républicaine*

Le message de Jean Zay reprend et amplifie les avertissements que formulent les Lumières, la Révolution de 1789 et toute la tradition républicaine, avec Jules Ferry, Léon Gambetta, Ferdinand Buisson, Jean Macé, Charles Péguy, ou encore Jean Jaurès : l’École émancipe parce qu’elle *instruit*, mais les despotes n’aiment pas cela.

Ce message est repris par tous ceux qui sont soucieux, notamment, de la transmission scolaire ; pour eux, l’*instruction publique* n’est pas une chose du passé. Car seule l’institution scolaire puis universitaire (œuvre de Louis Liard) permet l’émancipation de chacun et de tous, grâce à la valorisation des savoirs élémentaires, scientifiques, artistiques, techniques, et de l’esprit critique. Qui n’a pas connu la joie d’apprendre et de comprendre tous ensemble des savoirs difficiles grâce à de bons professeurs ? Par l’instruction, les enfants de milieux dits « défavorisés » mettent enfin des mots sur les souffrances qui les entourent et qu’ils endurent trop souvent sans qu’aucun échange ne les aide à comprendre ce qu’ils vivent.

Les savoirs élémentaires sont l’alphabet de l’émancipation. Pourquoi ? Parce que nous pouvons nous tromper sur l’émancipation. On doit au regretté André Tosel, spécialiste de Spinoza et de Kant, de nous avertir du risque de confondre une émancipation qui nous désentrave vraiment (*auto-émancipation*) avec une émancipation illusoire qui revient à se croire libre parce qu’on change volontairement de maître, en acceptant de fait notre propre soumission (*hétéro-émancipation*). La Boétie, Condorcet, Kant ou encore Marx nous en avertissent. Une jeune femme est-elle émancipée parce qu’elle passe volontairement de la soumission au père à la soumission au mari ?

C’est ce travail critique sur soi que facilite l’instruction en nous permettant de revenir, grâce aux enseignants, sur nos propres erreurs et illusions récentes ou passées. Mieux : nos erreurs, une fois corrigées, sont méditées mais ne nous collent plus à la peau ; or nous savons que ce n’est pas le cas dans beaucoup de relations sociales – voire familiales.

Mais ce dispositif de l’instruction est remis en cause par les projets actuels invitant chaque acteur à s’identifier à des « projets locaux » dits pédagogiques, formulés en termes non critiques, souvent approximatifs, sinon à la mode.

Une courte série de citations de Condorcet, qui sut traduire les Lumières dans la Révolution de 1789. Son œuvre est régulièrement lue et relue par les républicains, car elle assume la complexité du travail critique à mener sur le processus d’émancipation lui-même.

La première citation, de novembre 1792, expose le problème que l’École républicaine et que toute constitution républicaine doivent affronter : « Les hommes ont tellement pris l’habitude d’obéir à d’autres hommes, que la liberté est, pour la plupart d’entre eux, le droit de n’être soumis qu’à des maîtres choisis par eux » (*Œuvres complètes*, édition Arago, tome X, p. 587). En 1792, dans le *Rapport sur l’instruction publique*, il reformule ce problème, pour indiquer la réponse spécifique qu’apporte l’institution scolaire : « On enseigne, dans les écoles primaires, ce qui est nécessaire à chaque individu pour se conduire lui-même et jouir de la plénitude de ses droits » (Édition Edilig, 1989, p. 88). « Se conduire lui-même », cette formule qui semble tirée du programme humaniste d’un Montaigne ou d’un Socrate s’applique aussi à la formation du jugement critique de tout futur citoyen car « Il faut qu’en aimant les lois on sache les juger » (*ib*., p. 111).

Comme le redit aussi Jean Zay, l’école émancipe car elle forme notre jugement critique en nous disant que nous valons mieux que nos erreurs et nos illusions ; c’est ce que signifient les mots *élève* et *maître*. Aucun autre lieu n’émancipe, même si la famille éduque et que les amis nous valorisent ; seule l’École nous *promeut* à nos propres yeux, elle renforce l’*estime* *de soi* de chacun. Cette approche condorcétienne se confirme dans deux autres citations : « Le but de l’instruction n’est pas de faire admirer aux hommes une législation toute faite, mais de les rendre capables de l’apprécier et de la corriger » (*Cinq mémoires sur l’instruction publique*, Édition Garnier-Flammarion, p. 93). Et Condorcet conclut : « Plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre. […] Même sous la constitution la plus libre, un peuple ignorant est esclave » (*Œuvres complètes*, édition Arago, tome III, p. 423).

Mais cette institution de l’École républicaine n’est possible qu’à une condition : que le pouvoir politique exécutif ne cherche pas à s’en mêler ! Condorcet précise : « Tout pouvoir est naturellement ennemi des Lumières » (*Cinq mémoires, op. cit.*, p. 261). Pourquoi ? Il répond ainsi : « La première condition de toute instruction étant de n’enseigner que des vérités, les établissements que la puissance publique y consacre doivent être aussi indépendants qu’il est possible de toute autorité politique » (*Rapport*, *éd. cit.*, p. 84). Condorcet prône une Société nationale composée de savants reconnus par la communauté scientifique, qui composeront et réviseront les Programmes scolaires, et en rendront compte régulièrement devant le pouvoir législatif.

Avec les projets d’« École du futur », nous sommes exactement aux antipodes des Lumières : des groupes d’experts autoproclamés cherchent à imposer leurs lubies pédagogistes, en dehors de toute consultation scientifique voire législative. Les choses ne peuvent dès lors qu’empirer.

L’École républicaine instituée par la République, puis par Jean Zay, est un lieu d’émancipation car elle met les savoirs au service de la promotion de tous et de chacun. Il s’agit donc d’être *éclairé* avec les autres : les *savoirs* deviennent *lumières* partagées. Mais, dès lors, comment expliquer que cette construction philosophique des Lumières, de la tradition républicaine et de Jean Zay, se soit à ce point perdue depuis plus de cinquante ans ? Comment en est-on arrivé là ? Et que faire ?

*Un long processus de dégradation*

Si le texte de 1943 de Jean Zay ou encore les citations de Condorcet nous parlent encore c’est qu’ils constituent des *recours* pour comprendre ce qui est arrivé à l’École publique française notamment depuis la réforme Haby, puis la loi de 1989. C’est cet écart qui montre l’urgence d’une ré‑institution de l’École. Car il n’est pas trop tard ; les projets actuels bouclent la boucle de la destitution ; si les choses devaient encore se dégrader, les institutions scolaire mais aussi universitaire se privatiseraient de fait, perdant leur caractère national et émancipateur. La synthèse républicaine, mettant les savoirs et la culture humaniste universelle au service de tous, évite, elle, de faire du savoir un outil de pouvoir aux mains des technocrates.

Le reste de la population, maintenu dans l’ignorance, serait confiné dans des garderies inclusives organisées autour de « projets pédagogiques locaux ». *Exit* l’excellence républicaine, *exit* l’élitisme républicain ; on brade le Baccalauréat comme on le fit pour le Brevet des Collèges ou encore pour le Certificat d’Études. Et, enfin, on met en place le « *job dating* » pour le recrutement des enseignants. La faute politique et historique de la « gauche de gouvernement », entre 1981 et 1989, est de ne pas avoir redressé les choses, alors que cela était encore possible : trahison dans la trahison. On doit à Valéry Giscard d’Estaing d’avoir mis en place un processus de dégradation continue, comme il le confie à une journaliste le 16 février 2016, justifiant la réforme Haby par des raisons politiques ; je le cite : « Il s’agissait de rendre impossible un nouveau Mai 1968 ». Bref ! Au lieu de simplement corriger les défauts de l’École d’avant 1968, dans le sens d’une meilleure démocratisation, on « jeta le bébé avec l’eau du bain », sacrifiant l’élitisme républicain, l’enseignement des humanités classiques et la valorisation de la culture générale et scientifique humaniste. Un vocabulaire clérical d’un autre âge apparut, créant la fiction d’une « communauté éducative » en lieu et place de l’institution scolaire. On passa de l’Université aux universités, ouvertes à la concurrence, avec cet abcès de fixation que fut la création de l’université de Vincennes, faisant le pendant, pour l’enseignement supérieur, du « Collège unique » pour le second degré. La parole pour tout le monde… mais sans l’enseignement préalable de la langue française et des savoirs élémentaires et disciplinaires.

Les projets actuels étaient donc en germe dès la réforme Haby, montrant des connivences idéologiques – voire politiques – entre les composantes d’un centre libéral, orléaniste et européiste. L’École républicaine, depuis, s’ouvre à tous les vents mauvais du pédagogisme, de l’individualisme et du libéralisme connecté et mondialiste. La « communauté éducative » désormais « bienveillante » ne fera plus de la lutte contre l’ignorance et de la promotion de l’émancipation les priorités absolues de l’École publique. La langue française ne sera plus vraiment enseignée (notre anecdote initiale). Le recours systématique à l’informatique accentue les choses, jetant la confusion entre l’*élève renseigné* et l’*élève enseigné*. Jamais une machine ne m’*apprendra* quoi que ce soit : seul un maître compétent et attentif à mes erreurs peut le faire vraiment ; car il *transmet* et ne se contente pas de *communiquer*.

Le jeune renseigné et connecté supplante l’élève qui se concentre et qui apprend vraiment. L’idéologie actuelle du « grand oral » dans la récente et calamiteuse réforme du Baccalauréat fait reculer l’exigence propre à l’écrit et aux oraux centrés sur des disciplines maîtrisées. Cette dégradation se confirme encore dans la crise du recrutement. Tous ces constats étaient contenus dans notre chiffre initial (les 36 %) !

Pour sortir de cette crise, il nous faut donc confronter cette logique de la destitution, actuellement triomphante, avec l’exigence de la tradition républicaine d’un Jean Zay, fils des Lumières et de la République universaliste et humaniste.

Dans ce travail critique, la méthode suivie par Jean Zay est à reprendre car elle repose sur deux grands principes d’action :

– tenir ferme sur les principes en les protégeant de toute remise en cause court‑termiste : laïcité, liberté, égalité, élémentarité des savoirs, rationalité scientifique, culture générale humaniste, dignité des personnes. *C’est le corps de la philosophie républicaine de l’École.*

– Associer en permanence tous les acteurs de l’institution scolaire.

Et j’ajouterais volontiers, dans le même esprit :

– Remettre dans les classes, au moins quelques heures par semaine, ceux qui parlent de l’enseignement sans enseigner eux-mêmes.

– Se donner les moyens institutionnels et épistémologiques de protéger la production des Programmes nationaux d’enseignement contre toute pression gouvernementale, notamment en réaffirmant l’indépendance des Inspections. De plus, c’est toute la formation des maîtres qu’il faut revoir.

C’est en tenant compte de ces constats et dans le sillage de Jean Zay qu’en conclusion, et pour contribuer au chantier de la ré‑institution de l’École républicaine, nous posons dix questions qui entendent faire unité et susciter une nécessaire mobilisation pour la République, et donc pour l’École.

**Dix questions pour travailler à la ré‑institution**

**de l’École de la République**

**Question 1, sur les missions de l’École de la République**

*L’École, dans une République laïque et sociale, émancipe par l’instruction ; comment a-t-elle pu être destituée en un lieu d’inclusion, d’adaptation ou de simple socialisation ?*

**Question 2, sur le métier de professeur**

*Ne faut-il pas revaloriser le métier de professeur sur le plan symbolique autant que sur le plan financier ?*

**Question 3, sur l’enseignement secondaire**

*Faut-il supprimer la récente réforme Blanquer du lycée ?*

**Question 4, sur le recrutement et les Concours nationaux**

*Le projet dit de “l’école du futur” ne remet-il pas en cause le recrutement national des professeurs, reprenant les dispositifs de l’enseignement privé ?*

**Question 5, sur la Formation des maîtres**

*Dans quelle institution et comment organiser la Formation initiale et continue des professeurs pour rendre ce métier plus valorisant et assurer la maîtrise des disciplines scolaires, fondement de l’autorité des professeurs ?*

**Question 6, sur les Inspections**

*Quelles missions pour les corps d’Inspection dans le processus de ré‑institution de l’École de la République ?*

**Question 7, sur les programmes scolaires nationaux**

*Quelle instance nationale et indépendante du pouvoir exécutif mettre en place pour produire et réviser les programmes scolaires nationaux ?*

**Question 8, sur les atteintes au principe de laïcité à l’École**

*Comment mieux protéger et accompagner les professeurs dans l’exercice de leur mission d’enseignement et conforter leur liberté d’expression ?*

**Question 9, sur la liberté pédagogique des professeurs**

*Le caractère obligatoire et national des programmes scolaires n’est-il pas la meilleure garantie de la liberté pédagogique individuelle des professeurs ?*

**Question 10, sur l’Université**

*Ne faudrait-il pas compléter le Code de l’Éducation pour protéger davantage l’indépendance académique et scientifique des enseignants-chercheurs face à l’entrisme des idéologies antirationalistes notamment dans la recherche ?*

Charles Coutel, Professeur émérite des universités

Allocution prononcée au Colloque Jean Zay 2022 organisé par le Grand Orient de France

1. Voir le no 63 de la revue *Énergies laïques* de la CNPL consacré à l’École de la République et coordonné par Mireille Quivy. [↑](#footnote-ref-1)
2. Dans une lettre du 15 juin 1944, il écrit, citant Montaigne : « “La vraie liberté, c’est de pouvoir toute chose sur soi” disait Montaigne, que j’ai beaucoup pratiqué cet hiver, et qui m’a laissé des *provisions de sagesse*. Je crois posséder désormais cette liberté-là » (souligné par nous). [↑](#footnote-ref-2)
3. On lui doit la création du Palais de la Découverte, les débuts du CNRS et les Bibliobus, sans oublier le Festival de Cannes. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir aussi la circulaire du 15 mai 1937. [↑](#footnote-ref-4)
5. *In* *Souvenirs et solitude*, Paris, Julliard, 1945, pp. 401-402. [↑](#footnote-ref-5)